

**TRAVAUX DE MISE AUX NORMES D'ACCESSIBILITE DES ENTREES  
DU SITE COULOMB DE LA DREAL CENTRE-VAL DE LOIRE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

Référence du marché

**2020\_DREALCVL\_ADAPT COULOMB**

Pouvoir adjudicateur

État – Préfecture du Loiret

Représentant le pouvoir adjudicateur

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région  
Centre-Val de Loire

## **ARTICLE 1 GÉNÉRALITÉS**

### **1.1 Acheteur**

#### *1.1.1 Pouvoir adjudicateur*

État – Préfecture du Loiret

#### *1.1.2 Représentant du pouvoir adjudicateur*

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre-Val de Loire  
5 avenue Buffon – CS 96407  
45064 Orléans Cedex 2

### **1.2 Objet de la consultation**

La consultation a pour objet la réalisation des travaux de mise aux normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite du site Coulomb de la DREAL Centre-Val de Loire.

L'ensemble des détails techniques relatif au travail attendu est décrit dans le CCTP.

### **1.3 Conditions de la consultation**

#### *1.3.1 Procédure de passation*

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée prévue à l'article L. 2123-1 du code de la commande publique.

#### *1.3.2 Maîtrise d'ouvrage*

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la DREAL Centre-Val de Loire.

#### *1.3.3 Allotissement*

Le marché n'est pas alloti.

#### *1.3.4 Forme du marché*

Le marché est un marché forfaitaire.

#### *1.3.5 Durée du marché*

La durée du marché est de 7 mois et court à compter de sa date de notification.

### 1.3.6 Variantes

Un maximum de deux propositions argumentées et chiffrées pourra être présenté sous réserve qu'elles répondent au cahier des charges.

## 1.4 Pièces constitutives du marché

### *Pièces contractuelles*

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement de l'offre de base ;
- Le ou les actes d'engagement correspondant aux variantes éventuellement proposées ;
- Le cahier des clauses administratives particulières du présent marché ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché ;
- Le devis descriptif détaillé des travaux réalisés pour l'offre de base;
- Le devis descriptif détaillé des travaux pour chaque variante éventuellement proposée ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/Travaux) ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- Le mémoire technique.

*L'exemplaire original des pièces constitutives du marché, conservé dans les archives de la personne représentant le pouvoir adjudicateur fait seule foi.*

## ARTICLE 2 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

### 2.1 Obligation du titulaire

Les travaux s'exécutent selon les règles de l'art de la profession.

Le titulaire ou le groupement titulaire, exécute les travaux conformément aux moyens matériels, humains, et organisationnels, qu'il a indiqué dans sa proposition technique et conformément aux prescriptions décrites au CCTP, pour mener à bien la prestation demandée.

#### 2.1.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

#### 2.1.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire se doit de signaler au maître d'ouvrage dans un délai de 24 heures, toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations. Il en informe le représentant du maître d'ouvrage, par mail ou par téléphone, sous réserve, dans ce dernier cas, d'adresser un mail de confirmation.

### *2.1.3 Discrétion et confidentialité*

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation. Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui(leur) seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

### *2.1.4 Responsabilité du titulaire*

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente (dans les conditions de l'article 23.1 du CCAG).

### *2.1.5 Assurance*

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

## **2.2 Dispositions relatives à la protection de l'Environnement**

En application de l'article 7 du CCAG Travaux, les travaux devront être conformes à la réglementation en vigueur en matière d'environnement.

Les exigences environnementales sont mentionnées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), en particulier pour ce qui concerne l'évacuation des fournitures déposées.

## **ARTICLE 3 PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3.1 Forme et contenu des prix**

Le présent marché est conclu avec des prix forfaitaires. Ils sont fermes, définitifs.

Ils s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risque et bénéfice (article 10.1.1 du CCAG).

### **3.2 Avance**

En application des articles 2191-4 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Cette avance est égale à 20 % du montant forfaitaire du marché indiqué dans le devis détaillé.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 65 % du montant TTC du marché.

### **3.3 Modalités de paiement**

La remise d'une demande de paiement se fait après réception définitive des prestations et validation par le conducteur d'opération conformément aux stipulations indiquées ci-dessous. Le paiement des prestations fera l'objet d'un règlement unique.

Le paiement est effectué, par virement au compte du titulaire, sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture correspondante établie en 3 exemplaires et après constatation par la personne publique des prestations réalisées. Le dépassement de ce délai ouvrira de plein droit et sans formalité le versement d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai conformément à la réglementation.

Les modalités de paiement se feront conformément à l'article 13 du CCAG travaux.

### **3.4 Informations comptables**

Imputation budgétaire : BOP 723

Le comptable assignataire des paiements est :

Direction Régionale des Finances Publiques du Centre – Val de Loire

6 avenue de Concyr - CS30013, 45 071 ORLEANS Cedex 2.

### **3.5 Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

#### 1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

#### 2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

#### 3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/>

rubrique « nous contacter »

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en oeuvre de la facturation par voie dématérialisée.

### **3.6 Délai de paiement**

Conformément aux dispositions prévues au décret n°2 008-407 du 28 avril 2008, relatif au délai maximum de paiement dans les marchés publics et à la mise en œuvre du délai maximum dans les marchés publics, le paiement est effectué, après vérification du service fait, dans un délai maximum de 30 jours (délai global de paiement) par mandat administratif, sur le compte bancaire indiqué dans le cadre B « Engagement du candidat » du présent marché à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des conditions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, les co-traitants ou les sous-traitants payés directement, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

### **3.7 Intérêts moratoires**

En application de l'article 8 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement principales les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €, conformément aux dispositions de l'article 9 du décret n° 2013-269.

### **3.8 Nantissement et cession du marché**

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 à 63 du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché public.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché public.

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :

- Arrêté du 29/12/2016 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État, (JO n°0304 du 31 décembre 2016)

- Arrêté du 30/12/2011 modifié fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

## **ARTICLE 4 DUREE D'EXECUTION**

Le candidat proposera dans son mémoire technique une durée de préparation de chantier (mise en fabrication,...) et une durée d'exécution des travaux sur site.

Cependant, la durée de préparation de chantier et la durée d'exécution des travaux sur site ne devront pas excéder 90 jours en tout à compter de la date de notification du présent marché.

## **ARTICLE 5 PENALITES**

### **5.1 Pénalités pour retard d'exécution**

Le non respect du délai global d'exécution mentionné dans l'offre du candidat du présent marché, entraîne, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG Travaux, celles-ci seront d'un montant de 1/100ème du montant HT du marché par jour de retard. Elles débutent dès le 91ème jour après la notification du marché. Ces pénalités viennent en déduction des sommes dues au titulaire ou au groupement titulaire.

En dérogation à l'article 20.4 du CCAG Travaux, aucun plafond d'exonération de pénalités ne sera appliqué.

### **5.2 Autres pénalités**

En application de l'article 8222-6 du code du travail une pénalité sera appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant de ces pénalités est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5.

## **ARTICLE 6 RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG Travaux.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.



## **ARTICLE 7 DIFFÉRENDS ET LITIGES**

### **7.1 Différends**

En cas de différend, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions de l'article R2197-1 du code de la commande publique.

### **7.2 Litiges et contentieux**

Le présent marché est soumis au droit français. Le tribunal administratif compétent est le tribunal administratif d'Orléans.

Ce tribunal pourra être saisi en cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché.